

✘ L'INCIDENT, sur le terrain, est mineur mais symboliquement fâcheux. Le 15 octobre, sur une petite route des environs de Marjayoun, dans la partie orientale du Liban-Sud, une équipe de démineurs du génie espagnol tombe sur trois militants du Hezbollah. Ces derniers leur ordonnent de rebrousser chemin, ce que font peu glorieusement les Casques bleus.

Au QG de la Finul, à Naqoura, l'affaire a fait pâlir et suscité une sérieuse explication de texte sur l'indispensable « *liberté de circulation* » à faire respecter. En Israël, elle a fait les gorges chaudes de généraux confortés dans leur peu de confiance accordée à la force de l'ONU. Et, à Paris, elle n'a fait qu'aviver les doutes qui courent sur une Finul II qui ressemble de plus en plus à la Finul I, ce qui n'est pas un compliment... « *Cela fait ressurgir les cauchemars balkaniques, où les Casques bleus de la Forpronu étaient arrêtés par une poignée de miliciens hirsutes, confie un officier. Si l'on commence à envoyer ce genre de signal, c'est foutu.* »

Musclée dans ses effectifs et ses armements, la nouvelle Finul aurait du mal à se dégager de la lourdeur des opérations onusiennes. Des interventions où la fonctionnarisation des états-majors, l'hétérogénéité des troupes et l'ambiguïté des mandats minent l'efficacité militaire. À l'été, les généraux français n'avaient pas caché leur nette préférence pour la mise sur pied d'une force multinationale ad hoc, plutôt que de chausser les pantoufles de la Finul. L'emballement du front diplomatique avait dû forcer Paris à accepter la bannière onusienne. « *Si, à terre, vous n'obtenez pas un retrait ou un désarmement des acteurs et, dans les airs, vous n'instaurer pas une zone d'exclusion aérienne, il est clair que vous exposez à terme à des problèmes* », confie une source militaire.

La question de la poursuite des survols du Liban par la chasse israélienne est une autre bombe à retardement pour la Finul. Le Hezbollah dénonce une attitude de « *deux poids, deux mesures* ». Il y a trois jours, Jacques Chirac a demandé que soit mis fin à ces violations aériennes, actions contraires, selon lui, « *à l'esprit et à la lettre* » de la résolution 1701. Israël vient de lui répondre. En paroles, avec les déclarations du ministre israélien de la Défense, Amir Peretz, indiquant que ces vols continueraient pour contrecarrer les tentatives de réarmement du Hezbollah. Et dans les faits, en survolant hier Beyrouth et le Liban-Sud, plus intensément et plus bas que jamais, depuis le 14 août tout au moins.

Autre sujet d'interrogation, pour la France, le risque de surpopulation militaire au Liban-Sud. Un soldat pour quatre habitants : c'est l'étonnant ratio auquel on arriverait si la totalité des effectifs prévus de Casques bleus et de militaires libanais étaient déployés au sud du Litani. Pour faire appliquer la résolution 1701, avait en effet été prévu le déploiement sur ce petit chapelet de collines de 15 000 hommes de la nouvelle Finul et de 15 000 soldats de l'armée libanaise.

7 000 Casques bleus suffiraient

Du coup, l'envoi du 2^e bataillon français a été gelé. « *On se donne le temps de la réflexion, pour ajuster les besoins aux réalités du terrain, explique un officier. Envoyer trop de monde serait inutile et même contre-productif, en suscitant un rejet croissant des populations.* ». Plutôt que 15 000 soldats de l'ONU, on estime à Paris que le chiffre de 6 000 ou 7 000 Casques bleus serait raisonnable et suffisant. Un effectif aujourd'hui atteint. Il est donc vraisemblable

que les effectifs français – 2 000 hommes prévus originellement – soient revus à la baisse.

Pour l'heure, quelque 1 700 soldats français sont déployés au sein de la Finul, soit le plus fort contingent de la force. Ils sont répartis en deux ensembles. Une force de réaction rapide, basée à Dayr Kifa, et composée notamment des chars Leclerc et des canons de 155 mm AUF1. Et des éléments de « *contrôle de zone* », essentiellement les blindés AMX10P, déployés à Bint Jbeil et Tbinine ainsi que sur deux postes sur la « *Ligne bleue* ». Certains de ces soldats, des logisticiens qui doivent rentrer en France, seront remplacés par des troupes motorisées, donc plus légères que celles du premier bataillon. Il pourrait s'agir d'éléments de la 11^e brigade parachutiste.

Le nouveau chef d'état-major des armées, le général Georgelin, s'est rendu au Liban il y a huit jours pour évaluer la situation. Et s'assurer que les règles d'engagement « *robustes* » étaient bien comprises par tout le monde. Il doit se rendre bientôt en Afghanistan, autre sujet de forte inquiétude. Autre théâtre où la complexité du conflit exige des conditions de déploiement claires.

C'est une première et le fruit d'une exigence exprimée par Paris cet été, avant d'envoyer des Casques bleus vers le terrain tourmenté du Sud-Liban. Une cellule militaire stratégique, spécialement dédiée à la Finul, est opérationnelle depuis dix jours au siège de l'ONU à New York. Jusqu'à présent, toutes les interventions étaient suivies par les mêmes équipes du Département des opérations de maintien de la paix (Domp). Trop peu d'hommes et pas assez d'expertise militaire pour accompagner sérieusement les opérations de dizaines de milliers de Casques bleus.

À force plus robuste, état-major new-yorkais plus musclé, donc. La cellule stratégique – exclusivement militaire – comprendra 33 personnes. Des officiers issus des nations contributrices, mais aussi des quatre autres « *grands* » du Conseil de sécurité (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne), si ces derniers répondent à l'invitation qui leur a été lancée. La cellule est commandée par le général italien Giovanni Ridino, flanqué d'un adjoint français, le général François Estrate.

Cette expertise militaire va s'exercer dans plusieurs directions. Au profit du patron du Domp, d'abord, actuellement le Français Jean-Marie Guéhenno. Vers le commandant de la force sur le terrain, ensuite, le général Alain Pellegrini. Vers les nations contributrices, enfin, qui recevront notamment une aide pour leur planification opérationnelle.

Travail de planification

Mais le général commandant la cellule stratégique ne doit pas être un échelon intermédiaire entre le commandant de la Finul et le patron du Domp. « *Ce n'est pas un niveau de commandement supplémentaire, explique une source onusienne, le commandant de la Finul continue à recevoir directement les ordres de Jean-Marie Guéhenno. Mais la cellule aide ce dernier dans ces décisions, comme elle soutient le général Pellegrini en établissant des directives stratégiques et en l'aidant à faire un travail de planification pour l'ensemble de la*

force. » En rencontrant Kofi Annan vendredi, le ministre français de la Défense lui a exprimé le souhait de voir ces dispositions ad hoc prises pour le Liban faire école pour les autres opérations des Nations unies.